



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central :
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

**Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6,
du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars
1989)**

Informations publiées dans le cadre du pilier III

de la Circulaire CSSF 06/273

- 2012 -

Table des Matières

INTRODUCTION	5
1. OBJECTIFS DE BÂLE II	6
2. ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA GESTION DES RISQUES À LA BCEE	8
3. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES	10
3.1. Gestion du risque de crédit.....	10
3.1.1. Notation interne.....	10
3.1.2. Processus de décision et suivi.....	10
3.2. Gestion du risque de marché	11
3.3. Gestion du risque de liquidité.....	11
3.4. Gestion des risques opérationnels.....	13
3.5. Gestion du risque de compliance	13
3.6. Gestion du risque de réputation	13
3.7. Risques de rentabilité, risques d'affaires, risques stratégiques et macroéconomiques ..	14
3.8. Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes (ICAAP)...	14
4. DESCRIPTION DE LA MÉTHODOLOGIE ET DU PROCESSUS DE NOTATION INTERNE	15
4.1. Méthodologie	15
4.2. Echelons de qualité de crédit	16
4.3. Processus de notation interne	17
5. RATIOS DE SOLVABILITÉ.....	18
6. LES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES	18
6.1. Les fonds propres réglementaires avant déductions.....	18
6.2. Les déductions des fonds propres réglementaires.....	19
7. LES EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES	21
8. LE RISQUE DE CRÉDIT DE CONTREPARTIE.....	22
8.1. Contrats sur taux d'intérêt et taux de change.....	22

8.2.	Contrats sur dérivés de crédit	23
9.	LE RISQUE DE CRÉDIT ET DE DILUTION	23
9.1.	Ventilation des encours par classe d'exposition.....	23
9.2.	Ventilation géographique des encours.....	24
9.3.	Ventilation par secteur économique	24
9.4.	Ventilation des encours par classe d'exposition et par secteur économique.....	25
9.5.	Ventilation par classe d'exposition et exigibilité	25
9.5.1.	Administrations centrales et Banques centrales, Etablissements financiers et Entreprises	26
9.5.2.	Clientèle de détail.....	26
9.5.3.	Financements spécialisés.....	27
9.5.4.	Actions.....	27
9.5.5.	Titrisation	28
9.6.	Informations en rapport avec les dépréciations de l'exposition au risque de crédit	30
9.6.1.	Politique de provisionnement	30
9.6.2.	Corrections de valeur sur base collective	30
9.6.3.	Corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition	30
9.6.4.	Variation des corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition.....	31
9.6.5.	Répartition des corrections de valeur spécifiques par secteur économique	31
9.6.6.	Répartition des corrections de valeur spécifiques par zone géographique	32
9.7.	Techniques d'atténuation du risque de crédit.....	32
10.	INFORMATIONS EN RAPPORT AVEC LE RISQUE DE MARCHÉ.....	34
11.	GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT	34
12.	INFORMATIONS EN RAPPORT AVEC LE RISQUE DE RÈGLEMENT/LIVRAISON	35
13.	INFORMATIONS EN RAPPORT AVEC LE RISQUE OPÉRATIONNEL	35
14.	RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT HORS PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	35

Glossaire

ABE: Autorité bancaire européenne
ABS: Asset Backed Security
ALM: Asset Liability Management
ASR : Service Analyse et Suivi Risques
BPV: Basis Point Value
CDO: Collateralized Debt Obligation
CLS: Continuous Linked Settlement
CLO: Collateralized Loan Obligation
CMBS: Commercial Mortgage-Backed Security
CSA: Credit Support Annex
CSSF: Commission de Surveillance du Secteur Financier
CTX : Service Juridique et Contentieux
DAR: Département Analyse des Risques
EAD : Exposure at default
ECP: European Commercial Paper
EMTN: Euro Medium Term Note
FCEC: Facteur de Conversion de Crédit
FIM: Service Financial Markets
GMRA: Global Master Repurchase Agreement
ICAAP: Internal Capital Adequacy Assessment Process
ISDA: International Swaps and Derivatives Association
LCR: Liquidity Coverage ratio
LGD : Loss Given Default
MIS: Management Information System
NFSR: Net Stable Funding ratio
ORG: Service Organisation
OTC: Over-the-counter
PD : Probabilité de Défaut
RIC: Service Risk Control
RMBS: Residential Mortgage-Backed Security
SREP : Supervisory Review and Evaluation Process
TCIL: Taux de cession interne de liquidité
USCP: US Commercial Paper
VaR : Value at Risk

Introduction

Le Pilier III de Bâle II, complémentaire aux piliers I et II, encourage la discipline de marché par la publication d'informations qui permettront au marché d'évaluer l'exposition aux risques, le processus d'évaluation des risques et l'adéquation des fonds propres de l'établissement.

La BCEE répond à ces exigences de marché en se conformant à la partie XIX – Informations à publier par les établissements de crédit de la circulaire CSSF 06/273 telle que modifiée par les circulaires CSSF 07/317, 10/450, 10/475, 10/496 et 11/501 visant à informer le marché sur l'exposition de la banque aux risques précités.

Les publications de la banque dans le cadre du pilier III sont complémentaires aux informations que la banque fournit dans ses comptes annuels. Le lecteur intéressé est donc renvoyé aux comptes annuels audités de la banque pour avoir plus d'informations qualitatives et quantitatives sur des sujets relatifs à la gestion des risques.

Les données du rapport Pilier III reposent sur le processus de calcul des exigences de fonds propres réglementaires Bâle II qui sont également utilisées pour la production du reporting réglementaire COREP.

Le périmètre des informations publiées dans le cadre du Pilier III est celui de la BCEE sur base non consolidée.

La fréquence de mise à jour du document Pilier III est annuelle. La publication se fait dans la foulée de la publication des comptes annuels de la banque.

Les processus et données relatives au pilier III ne font pas l'objet d'une revue annuelle régulière par le réviseur d'entreprises de la BCEE. Ces informations ont cependant donné lieu à une évaluation de leur conformité aux exigences de publication de la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée (partie XIX, chapitre 4) par l'Audit Interne de la BCEE, conformément à la politique de publication de la banque.

En 2012, la BCEE a fait partie de l'échantillon des banques européennes choisies par l'Autorité bancaire européenne (ABE) dans le cadre du suivi des mesures de recapitalisation bancaire décidées le 8 décembre 2011 par les régulateurs européens.

L'objectif de cet exercice était d'évaluer le niveau des fonds propres des banques participantes par rapport aux conditions de marché de crise de la dette souveraine. Dans le cadre de cet exercice, qui s'est basé sur les chiffres au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2012, la BCEE a atteint un ratio de solvabilité « Core Tier 1 » de 14,4 % au 31 décembre 2011 et un ratio de solvabilité « Core Tier 1 » de 16,2% au 30 juin 2012. Avec ces ratios, la BCEE dépasse très largement l'exigence d'un ratio « Core Tier 1 » de 9 % imposée par l'Autorité bancaire européenne à partir de juin 2012.

A l'instar des stress tests et des exercices de recapitalisation déjà publiés en 2011 et 2010 par l'Autorité bancaire européenne, les résultats obtenus en 2012 confirment à nouveau l'excellente solidité financière de la BCEE.

A l'instar des années précédentes, la gestion des risques reste au centre des préoccupations de la banque. En 2012, la BCEE a ainsi continué ses travaux de mise en conformité avec le nouvel accord de Bâle sur le renforcement des fonds propres des établissements financiers, connu sous le nom de « Bâle III » et transposable dans la législation européenne par le biais du « package CRD IV »,

1. Objectifs de Bâle II

Les normes Bâle II visent à permettre une couverture plus fine et complète des risques bancaires.

Le dispositif de Bâle II comporte trois piliers complémentaires et interdépendants :

- le pilier I constitue le socle des exigences réglementaires minimales de fonds propres
- le pilier II vise à introduire une cohérence entre les risques encourus et l'allocation des fonds propres et institue le principe du dialogue structuré entre les établissements de crédit et les superviseurs
- le pilier III est centré sur la transparence et la discipline de marché en instaurant un ensemble d'obligations de publication à destination des acteurs de marché.

Nous traitons dans ce document les objectifs du pilier III.

Pilier I

L'exigence de fonds propres du dispositif Bâle II affine l'accord de 1988 et cherche à rendre les fonds propres cohérents avec les risques encourus par les établissements financiers.

Risque de crédit

Pour l'évaluation de son risque de crédit, la BCEE applique la méthode IRB-Fondation. La banque estime la probabilité de défaut de la contrepartie (PD) tandis que le taux de perte en cas de défaut (LGD) est défini par le régulateur à l'exception de la clientèle Retail où les taux de pertes en cas de défaut sont calculés sur base des observations historiques de la banque.

Risque de marché

Dans le cadre de la gestion interne du risque de marché, la banque utilise un modèle de type VaR pour quantifier ce risque et réalise les tests d'endurance en vertu de la circulaire CSSF 08/338 pour l'ensemble des positions ne relevant pas du portefeuille de négociation.

Pour déterminer l'exigence réglementaire de fonds propres pour le risque de marché, la banque applique l'approche « standard » conformément aux principes énoncés par la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée.

Risque opérationnel

Pour satisfaire aux exigences du pilier I en matière de risques opérationnels, la banque a décidé d'appliquer la méthode dite « standard », qui vise une allocation de fonds propres proportionnelle selon un facteur réglementaire au produit net bancaire par « business line ».

Pilier II

Le pilier II est scindé en trois grandes parties, à savoir a) le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres, b) la gouvernance interne, c) le processus de surveillance prudentielle.

a) L'objectif du pilier II est la couverture de l'ensemble des risques d'un établissement de crédit par le capital économique. Ce processus est appelé « Internal Capital Adequacy Assessment Process » (ICAAP). Il s'agit donc de couvrir les risques qui ne sont pas explicitement couverts dans le cadre du pilier I comme par exemple le risque de taux d'intérêt hors portefeuille de négociation, le risque de liquidité, de risque de « compliance » ou le risque de réputation.

La BCEE s'est mise en conformité avec la circulaire CSSF 07/301 visant à mettre en place un dispositif permettant d'évaluer l'adéquation du capital économique par rapport au profil de risque et à maintenir en permanence un niveau de fonds propres approprié. Le Conseil d'administration est informé au moins une fois par an sur la situation des risques et des fonds propres internes de l'établissement tel qu'exigé par le paragraphe 26 de ladite circulaire.

b) La gouvernance interne est le dispositif de fonctionnement interne de l'établissement de crédit. Ces exigences qui découlent de l'article 5 « administration centrale et infrastructure » de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier sont déclinées en particulier dans les circulaires CSSF 95/120, 96/126, 98/143 et 04/155.

c) Le processus de surveillance prudentielle (SREP – supervisory review and evaluation process) permet au régulateur de confronter sa propre analyse du profil de risque de la banque avec celle conduite par l'établissement de crédit.

Pilier III

La BCEE informe le public sur la situation des fonds propres et la politique de gestion des risques de la banque conformément à la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée. Le présent document traitant du pilier III est consultable via le site internet (www.bcee.lu) de la banque sous l'onglet « Rapports d'activités ».

2. Organisation générale de la gestion des risques à la BCEE

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

La gestion des risques est organisée de manière décentralisée au sein de la BCEE. L'organigramme à la page suivante donne un aperçu global de l'organisation en place à la BCEE.

La structure actuelle est née dans le cadre de la réorganisation de l'organigramme début 2006, qui a vu notamment la création des Départements « Analyse des Risques » et « Opérations » :

- Création du Département « Analyse des Risques », avec un regroupement au sein de ce Département des services
 - Analyse et Suivi Risque, orienté essentiellement vers l'analyse et le suivi du risque de crédit pour toutes les opérations réalisées par les entités commerciales de la banque, tout en étant indépendant de ces entités
 - Risk Control, service avec un profil de missions plus hétérogène que le service Analyse et Suivi Risque et qui comprend entre autres le contrôle de l'activité de la salle des marchés, avec en particulier la mesure du risque de marché, la fonction d'Unité de contrôle du risque de crédit (UCRC, telle que définie dans le pilier I), le suivi et reporting des incidents opérationnels au sein de la banque.
- Création du Département « Opérations », au sein duquel se trouve en particulier le service Organisation, dont les missions primaires couvrent des éléments majeurs à considérer dans le cadre des risques opérationnels :
 - Analyse des risques liés aux différents aspects de projets à conduire au sein de la banque
 - Gestion des plans « Disaster Recovery » et « Business Continuity » (DRP-BCP)
 - Responsabilité de la sécurité physique et informatique au sein de la banque

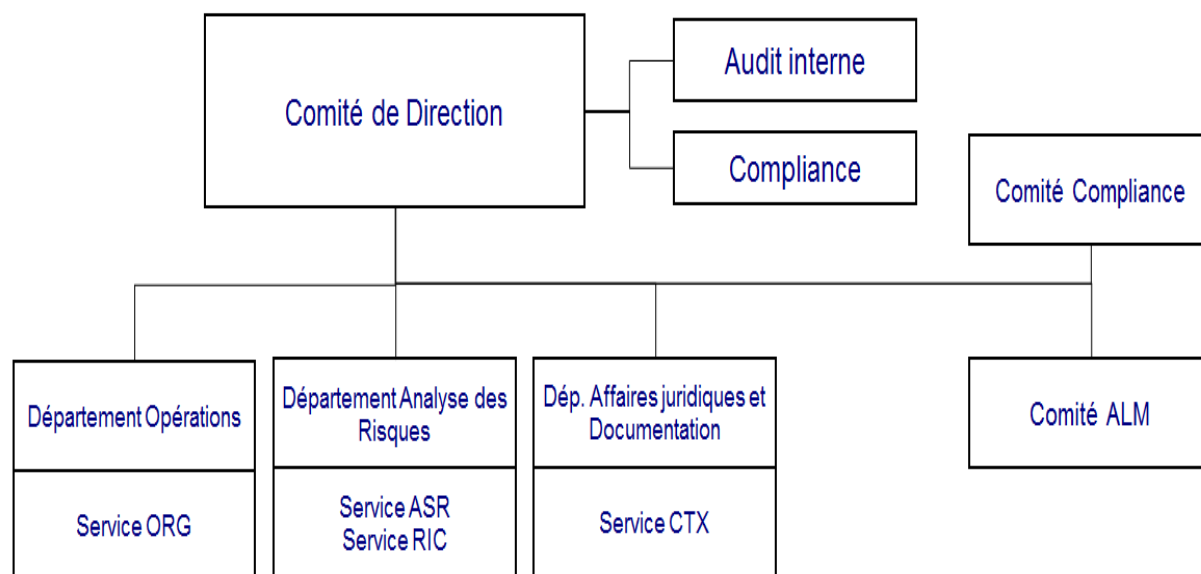
La banque dispose par ailleurs :

- d'un Département « Affaires juridiques et documentation » avec le service Juridique et Contentieux qui donne des avis relatifs aux contrats qui engagent la banque,
- d'une fonction audit interne, concrétisée par l'existence du service Audit interne,
- d'une fonction Compliance, matérialisée par l'existence du service Compliance avec une délégation de certaines tâches à d'autres entités dans la banque,

ainsi que d'un nombre de comités non permanents comme

- un comité Compliance,
- un comité d'Acceptation des relations d'Affaires,
- un comité ALM pour la gestion Actif / Passif de la banque
- une commission de sécurité

Le schéma ci-dessous représente les différents organes et services qui sont impliqués dans le processus de gestion des risques.



En ce qui concerne la gouvernance interne au sein de la banque, le Comité de direction a la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques tandis que le Conseil d'administration a la responsabilité de fixer, documenter et de communiquer à la direction autorisée la stratégie en matière de prise et de gestion des risques. Conformément aux principes définis dans le processus ICAAP de la banque, le Conseil d'administration est également informé au moins annuellement sur la situation des risques, leur gestion ainsi que sur l'évolution des fonds propres à la banque.

La gestion des risques financiers est décrite dans le chapitre 6 des notes aux comptes annuels.

Les règles générales de gestion des risques financiers y sont présentées en détail ainsi que le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité.

La politique des fonds propres et l'adéquation du capital sont également traitées dans ce chapitre.

3. Politique de gestion des risques

3.1. Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit touche à la fois les créances existantes et potentielles, c.à.d. celles qui reposent sur des engagements pris, comme les prêts, les garanties, la valeur économique de contrats sur produits dérivés ou la variation défavorable de l'évaluation de titres dans le cadre d'opérations de type repo.

3.1.1. Notation interne

Chaque engagement de la banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable de la qualité du débiteur par le service Analyse et Suivi Risque. De cette manière, la qualité du débiteur est reflétée par une note de crédit dans le système de notations internes en place à la banque (notation interne). Les notations internes entrent directement dans le dispositif de gestion du risque de crédit dans la mesure où elles constituent un des paramètres-clé pour la mise en place de limites.

3.1.2. Processus de décision et suivi

Le service Analyse et Suivi Risque a la responsabilité centrale de l'analyse et du suivi du risque de crédit au niveau de la banque. Ceci concerne à la fois

- les demandes de crédit ou de financement provenant des clients via les points d'entrée classiques, à savoir le réseau des agences et le service Crédits aux Entreprises.
- les besoins du service Financial Markets: marché interbancaire, gestion des portefeuilles « Global Credit Investment » et ALM
- les besoins des clients du service Investment Funds: lignes de crédit, mise en place de limites de change

Les décisions relatives aux dossiers de crédit et/ou aux limites sont prises sur base d'une analyse préalable par les analystes crédit du service Analyse et Suivi Risque et en fonction des montants engagés.

Le suivi des engagements individuels de la banque est également réalisé de manière centralisée par le service Analyse et Suivi Risque avec cependant l'appui du réseau des agences pour les engagements de la clientèle de détail.

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises par différents comités de crédit, hiérarchisés en fonction de l'encours global du client. Les prêts hypothécaires au logement représentent plus de la moitié du portefeuille. Le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles.

Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Pour l'analyse des financements de projets, la banque s'est dotée de modèles de notation spécifiques tenant compte des caractéristiques particulières de chaque projet. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la banque peut effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

La majorité des contreparties dans le portefeuille international sont constituées d'établissements bancaires et financiers. L'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part

de marché, la gouvernance et le support éventuel dont bénéficie une contrepartie. L'investissement initial n'a lieu qu'auprès de contreparties classées au minimum « investment grade ».

En ce qui concerne les engagements internationaux sur des entités non financières, la priorité est également accordée aux contreparties classées au minimum "investment grade" dans des pays de l'OCDE, essentiellement Europe et Amérique du Nord. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie, d'un suivi du risque sectoriel et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La banque applique également un système de limite-pays pour les pays à notation inférieure à AA-. Ces limites font l'objet d'une révision périodique.

3.2. Gestion du risque de marché

La banque utilise un modèle de type Value-at-Risk (VaR) pour quantifier le risque de marché. La VaR est déterminée sur base d'une méthode historique, avec un seuil de confiance de 99%.

La variation de valeur du portefeuille d'un jour à l'autre est déterminée sur base d'une distribution des observations historiques. Les calculs sont basés sur des observations de paramètres de risque (taux d'intérêts, taux de change et cours) sur une année.

Le suivi du respect des limites de marché est assuré par le service Risk Control qui informe quotidiennement les membres du Comité de direction ayant dans leurs attributions les départements « Banque des Marchés » et « Analyse des Risques ».

3.3. Gestion du risque de liquidité

La liquidité consiste d'une façon générale en la capacité d'un opérateur de marché à financer ses actifs, à satisfaire les demandes de ses contreparties et à répondre aux obligations qui échoient sans encourir de coûts excessifs.

On peut subdiviser le risque de liquidité en deux composantes:

- le risque de liquidité de financement et
- le risque de liquidité de marché.

Le risque de liquidité de financement est le risque qu'un opérateur de marché ne soit pas en mesure de répondre aux besoins de flux de trésorerie actuels et anticipés, prévus et imprévus, sans affecter ses opérations journalières ou sa solidité financière. Le risque de liquidité de marché est le risque qu'un opérateur ne puisse pas facilement liquider une position au prix du marché à cause de la profondeur insuffisante d'un marché ou à cause d'une perturbation d'un marché.

Le bilan « naturel » de la BCEE est « cash rich », ce qui signifie que l'activité des clients non bancaires génère plus de dépôts que de crédits. Les dépôts sont soit sans échéance, soit de courte ou de moyenne durée alors que les crédits sont structurellement orientés vers le moyen ou long terme. La banque veille à ce que les titres acquis grâce à ces excès de liquidités soient hautement liquides, c'est-à-dire qu'ils répondent à certains niveaux minimum en termes de qualité de crédit et qu'ils puissent être utilisés dans le cadre d'opérations de refinancement auprès de la Banque centrale.

Dans ces conditions, la nature du risque de liquidité de la banque réside essentiellement en une fuite de dépôts sans échéances. La BCEE vise de ce fait à avoir toujours une réserve suffisante de titres liquides. Un autre risque serait une requalification soudaine des critères d'éligibilité du collatéral par la Banque centrale qui réduirait la liquidité de ces titres.

La liquidité à court et à moyen terme – c'est-à-dire jusqu'à 6 mois – est assurée par le service Financial Markets. La liquidité structurelle de la banque, c'est-à-dire la concordance à long terme des flux entrants et sortants de la banque, est supervisée par la cellule ALM du service Financial Markets.

Diversification des sources de financement

D'un point de vue sources de refinancement on peut noter que la banque dispose de manière générale d'une base stable de financements via:

- les dépôts de clients privés et personnes morales
- les programmes d'émission d'ECP, USCP et EMTN à court et moyen terme
- la présence dans le marché interbancaire

Buffer de liquidité

Les besoins potentiels de financement de la banque à court terme doivent pouvoir être pris en charge par ce qu'on appelle le buffer de liquidité, c'est-à-dire l'ensemble des titres liquides libellés en EUR détenus par la banque. Actuellement le buffer de liquidité de la BCEE s'élève à plus d'un quart du bilan de la banque. La politique de la banque consiste en permanence à couvrir le gap de liquidité stressé et de disposer d'une réserve de liquidité supplémentaire.

Gap de trésorerie

En réponse aux exigences réglementaires découlant de la circulaire CSSF 09/403 ainsi que du règlement BCL 2009/Nr 4, la banque a mis en place un système de limites de gap de liquidité court terme ou gap de trésorerie. Les stress-tests prévus dans le cadre de cette circulaire ont montré que la banque se trouve dans une situation de liquidité confortable. Ce stress-test de liquidité a lieu à un rythme trimestriel et vise à évaluer la capacité de la banque à faire face pendant une durée déterminée à une situation extrêmement tendue au niveau du refinancement de la banque. Le stress consiste à combiner stress de marché (fermeture du marché interbancaire, baisse de valeur des collatéraux) et stress spécifique sur l'image de la BCEE (départ de dépôts retail) et à simuler les départs pendant 2 mois.

Depuis le mois de mai 2010, la BCEE fournit tous les jours un rapport indiquant la situation de liquidité pour le jour-même ainsi que les 5 jours suivants à la Banque centrale du Luxembourg.

Les taux de cession interne de liquidité

En réponse à la circulaire CSSF 09/403 du 28/05/2009 « Saine gestion du risque de liquidité », des taux de cession internes de liquidité (TCIL) ont été mis en place, avec l'objectif de disposer « d'un mécanisme adéquat de transferts de prix qui procurent les incitants appropriés concernant la contribution au risque de liquidité des différentes activités. »

Ainsi, des primes de liquidité sont allouées aux produits de placement au passif du bilan tandis que ces primes sont facturées aux produits de financement à l'actif du bilan. Ces primes sont fixées en considération du profil

de liquidité des actifs et des passifs. Ce profil de liquidité est soit contractuel, soit modélisé. Le niveau des primes de liquidité est mis à jour trimestriellement.

La marge d'intérêt analytique tient compte des TCIL. Le résultat de liquidité est renseigné dans le MIS de la banque; il n'est pas alloué à un métier spécifique.

La gestion du risque de liquidité sous Bâle III

En préparation à la directive CRR IV, qui constitue la transposition au niveau européen des règles de Bâle III, la BCEE a commencé des travaux en vue des 2 nouveaux ratios de liquidité, à savoir le :

- Liquidity Coverage Ratio (LCR) qui est un ratio structurel visant à assurer une liquidité suffisante à court terme, à savoir 30 jours. Le LCR sera prévisiblement applicable à partir de l'année 2015 et le seuil minimal à respecter est de 100 %.
- Net Stable Funding Ratio (NSFR) qui est un ratio structurel visant à assurer une liquidité suffisante à moyen terme, à savoir 1 an. Le NSFR sera prévisiblement applicable à partir de l'année 2018 et le seuil minimal à respecter est de 100 %.

La BCEE participe aux études trimestrielles organisées par l'Autorité Bancaire Européenne pour évaluer les impacts des futures normes « Bâle 3 » sur le secteur bancaire.

De ce fait, la BCEE dispose d'une très bonne visibilité en ce qui concerne l'impact de ces deux nouveaux ratios et remplit déjà aujourd'hui les seuils minimaux requis de 100 %.

3.4. Gestion des risques opérationnels

La banque s'est donné différents moyens pour contenir et gérer les risques opérationnels grâce à un organigramme qui prévoit une séparation claire des fonctions, la mise en place d'une base centralisée des incidents opérationnels au niveau de la banque et l'existence d'un plan « Business Continuity Plan – Disaster Recovery Plan » visant à permettre aux entités sensibles de la banque, comme p.ex. la salle des marchés, de pouvoir fonctionner endéans un délai court suite à la survenance d'un problème grave.

3.5. Gestion du risque de compliance

Le risque Compliance est pris en charge par le service Compliance qui assure le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil de recherche visant à détecter des transactions suspectes.

Le service Compliance est responsable du respect de la conformité de la banque avec l'environnement réglementaire. A cet effet, la charte « Compliance » développée par le service prévoit la délégation de certaines tâches à d'autres entités de la banque. Un tableau des délégations définit ces tâches ainsi que les services qui en reprennent la responsabilité et qui adressent un reporting régulier au service Compliance sur les résultats de leurs travaux.

Le service Compliance s'occupe également du suivi centralisé des réclamations de la clientèle.

3.6. Gestion du risque de réputation

La gestion du risque de réputation est prise en charge par les services Compliance et Audit interne. Le service Compliance réalise un rapport annuel relatif au respect des contraintes légales par les différentes entités de la

banque. Le service Audit Interne veille au respect des procédures par les différentes entités de la banque. Il effectue par ailleurs un contrôle opérationnel par rapport aux activités du service Private Banking.

La banque s'est dotée d'un Comité d'acceptation, présidé par un membre du Comité de direction, dont le rôle consiste à analyser les demandes d'entrée en relation émanant de clients nécessitant des mesures de vigilance accrues.

3.7. Risques de rentabilité, risques d'affaires, risques stratégiques et macroéconomiques

La banque effectue à intervalles réguliers une analyse approfondie de son positionnement stratégique et des risques cités ci-dessus. Ces éléments sont pris en compte dans un plan pluriannuel où sont déclinés les objectifs stratégiques de la banque.

3.8. Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes (ICAAP)

La circulaire CSSF 07/301 du 17 juillet 2007 relative à la « Mise en œuvre du processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (ICAAP) » exige que la Direction autorisée d'un établissement financier informe, au moins une fois par an, le Conseil d'administration sur la situation des risques et des fonds propres internes de l'établissement (art. 26).

C'est dans ce contexte que la BCEE a mis en place un processus interne qui identifie de manière exhaustive l'ensemble des risques définis dans le processus ICAAP. Pour chaque risque identifié, la banque estime la matérialité et la probabilité d'occurrence et établit une appréciation interne sur l'adéquation des moyens en place pour la gestion de chaque risque identifié.

Les risques identifiés dont la survenance aurait un impact matériel financier potentiel pour la BCEE sont le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque de livraison (« settlement risk »), le risque de liquidité et le risque de concentration. Ces risques sont décrits dans les points ci-dessous.

- Le risque de crédit

Le risque de crédit à la banque provient de deux sources. D'une part, du marché local avec les prêts aux particuliers, dont beaucoup de prêts hypothécaires au logement et les financements accordés aux petites, moyennes et grandes entreprises de l'économie nationale et, d'autre part, du portefeuille d'investissement international composé principalement d'obligations bancaires, sécurisées pour une large partie, et d'obligations d'entreprises de premier ordre et majoritairement d'origine européenne.

- Le risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de pertes potentielles provenant d'un mouvement adverse d'un facteur de risque tel qu'un taux de change ou le prix d'un actif financier. Ce risque est maîtrisé à travers un dispositif de limites spécifiques. La charge en capital du risque de marché vise presque exclusivement le portefeuille de négociation.

- Le risque de livraison

Ce risque désigne la perte potentielle liée à l'exécution incomplète d'une transaction prévoyant un échange d'actifs financiers entre la banque et une contrepartie externe. Ce cas de figure est typique dans le dénouement d'opérations de change réglées en dehors d'un système permettant un règlement bilatéral ou multilatéral simultané comme le système « Continuous Linked Settlement » (CLS). La BCEE est membre indirect de CLS depuis 2009 et effectue la majeure partie de ses opérations de change en volume via ce système, réduisant ainsi très considérablement son risque de livraison.

- Le risque de liquidité

Pour le risque de liquidité, nous renvoyons le lecteur au point « 3.3. Gestion du risque de liquidité ».

Dans le cadre de l'ICAAP, la banque a également mis en place un modèle économique pour déterminer l'enveloppe de fonds propres ainsi que les exigences de fonds propres par métier. Ces modèles sont construits en se basant sur la vue réglementaire du Pilier I mais en y apportant de multiples adaptations pour en faire un modèle économique.

L'objectif final est donc d'assurer la solidité financière de la banque tout en ayant la flexibilité nécessaire pour financer le développement futur avec un déploiement optimal des fonds propres entre les différents métiers de la banque.

En ce qui concerne les fonds propres économiques, l'hypothèse de base exige que la banque doit pouvoir disposer immédiatement et sans restriction de ces fonds pour couvrir des pertes éventuelles. Des adaptations importantes ont donc été faites, notamment par rapport au traitement prudentiel des participations financières. Les fonds propres sont alloués aux différents métiers de la banque en fonction des prévisions de développement annuelles.

A l'instar de la détermination de l'enveloppe de fonds propres, les exigences de fonds propres économiques sont dérivées des exigences réglementaires mais en remplaçant les paramètres réglementaires par des données internes à la banque. C'est ainsi que les taux de perte en cas de défaut ou les maturités réglementaires sont remplacés par des données internes de la banque ou même en utilisant des taux de pertes en cas de défaut stressés pour le marché immobilier luxembourgeois.

Dans le cadre de ce modèle économique, le champ des risques retenus sont le risque de crédit, le risque de marché ainsi que le risque opérationnel.

En matière de gouvernance interne, la BCEE a mis en place un comité ICAAP qui est chargé de superviser les travaux concernant le modèle interne de capital économique ainsi que d'identifier, de mesurer et d'assurer la gestion des risques auxquels l'établissement est exposé.

Le document ICAAP est validé annuellement par le Conseil d'administration de la banque. Comme tous les autres documents et procédures en place en matière de gestion des risques, le document ICAAP est également revu par l'audit interne de la banque.

En vertu de ce qui précède, la BCEE estime que son organisation et les moyens mis en œuvre pour la gestion des risques sont suffisants pour couvrir l'ensemble des activités de la banque.

4. Description de la méthodologie et du processus de notation interne

4.1. Méthodologie

La banque a investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financements.

Les systèmes de notation mis en place comprennent un ensemble de méthodes, processus, contrôles, systèmes de collecte de données et systèmes d'informations pour l'évaluation des risques de crédit ainsi que leur affectation à un échelon de qualité de crédit avec la quantification d'une probabilité de défaut et une estimation de la perte en cas de défaut (LGD) ainsi que des facteurs de conversion de crédit (FCEC) de la clientèle.

Le tableau suivant récapitule les méthodologies qui ont été mises en place:

Classe d'exposition	Type de modèle de notation	Type de LGD	Type de FCEC
Administrations centrales et banques centrales	Modèle expert	LGD prudentiels	FCEC prudentiels
Etablissements financiers	Modèle expert	LGD prudentiels	FCEC prudentiels
Entreprises	Modèle expert	LGD prudentiels	FCEC prudentiels
Clientèle de détail	Modèle comportemental statistique	LGD interne	FCEC internes
Actions	Approche de marché	pas applicable	pas applicable
Titrisation	Méthode fondée sur les notations externes	pas applicable	pas applicable

Les modèles de notation mis en place pour la clientèle « Administrations centrales et banques centrales », « Etablissements financiers » et « Entreprises » sont des modèles experts se composant d'un volet quantitatif basé sur une analyse financière et d'un volet qualitatif intégrant l'avis des analystes pour la contrepartie notée. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la gouvernance et le support éventuel (garants) dont bénéficie une contrepartie.

En ce qui concerne la clientèle de détail, le modèle de notation interne mis en place est de type « comportemental ». Dans ce modèle statistique sont pris en compte les caractéristiques des clients ainsi que leur comportement sur les comptes de la banque. Sur base de ces informations sont ensuite dérivés les indicateurs qui peuvent être prédictifs d'un défaut éventuel endéans une année.

Le modèle interne mis en place pour la détermination des taux de LGD se base sur les observations historiques de la banque en ce qui concerne les taux de recouvrements des dossiers de la clientèle de détail en défaut. Dans la méthodologie de détermination des taux de LGD ont également été pris en compte les coûts du processus de recouvrement ainsi que l'effet de cycles conjoncturels moins favorables (« downturn LGD »).

Les facteurs de conversion de crédits de la clientèle de détail ont été déterminés sur base des défauts en comparant l'utilisation des lignes de crédit au moment du défaut par rapport à l'utilisation qui a été faite un an avant la survenance du défaut.

4.2. Echelons de qualité de crédit

Dans les tableaux qui suivent, les échelons de qualité de crédit sont regroupés comme suit pour les principales classes d'exposition :

Classe d'exposition	Echelon de crédit	Classes de notation interne
Administrations centrales, Etablissements financiers, Entreprises	High grade	01 à 05
	Standard grade	06 à 10
	Sub-standard grade	11 à 17
	Impaired	18 et 19
	Not rated	-
Clientèle de détail	High grade	01 à 06
	Standard grade	07 à 10
	Sub-standard grade	11 à 17
	Impaired	18 à 19
	Not rated	-

La banque a retenu 19 classes de notation pour les types de clientèle « Administrations centrales et banques centrales », « Etablissements financiers », « Entreprises » et « Clientèle de détail ». En ce qui concerne la clientèle de détail, les clients qui remplissent les conditions de défaut sont repris dans les classes de notation 18 ou 19, ce qui correspond à l'échelon de crédit « Impaired ».

Mentionnons encore que pour la titrisation, les financements spécialisés et les actions, les pondérations risques pour le calcul de l'exigence de fonds propres sont directement dérivées lors du processus de notation interne.

4.3. Processus de notation interne

Les responsabilités sont définies comme suit dans le cadre du processus de notation interne.

Le service Risk Control (RIC) du Département Analyse des risques (DAR) est responsable des contrôles en rapport avec les modèles de notation internes. Ce service n'intervient pas dans la gestion courante des dossiers de crédit, ce qui lui assure une indépendance par rapport aux services métiers. Le service RIC assume ainsi les fonctions de l'Unité de Contrôle du Risque de crédit (UCRC) prévues par les directives de Bâle.

Un exercice de « backtesting » est réalisé à fréquence trimestrielle par le service RIC. Les résultats sont dûment documentés et résumés dans un rapport trimestriel au Comité de direction. Le « backtesting » prévoit au moins les tests suivants:

1. **Contrôle de performance prédictive des modèles statistiques:** La performance des modèles de notation est vérifiée en surveillant l'évolution du coefficient GINI. Cet indicateur analyse les nouveaux défauts observés durant les 12 derniers mois en les mettant en relation avec les notations internes attribuées ex-ante. Des seuils ont été fixés pour qualifier la qualité de prédiction des modèles de « bon », « satisfaisant » ou « faible ». Les procédures sont en place pour, le cas échéant, défier et adapter le modèle de notation concerné. En 2012, le coefficient GINI calculé pour les modèles statistiques a ainsi pu être qualifié de « bon » pour les quatre trimestres analysés. Pour les modèles à très faible taux de défaut (« low default portfolio ») comme ceux des banques ou des souverains, ce test statistique n'est guère pertinent. Néanmoins, les rares défauts éventuels dans ces portefeuilles sont analysés et suivis sur base individuelle, avec adaptation éventuelle du modèle de notation en cas de besoin.
2. **Contrôle du calibrage :** Les probabilités de défaut annuelles estimées sont mises en relation avec les taux de défaut effectivement observés au courant des derniers 12 mois. Le test binomial permet d'évaluer si le calibrage est toujours pertinent. Indépendamment de ce test de calibrage, les probabilités de défaut utilisées sont systématiquement revues à fréquence annuelle pour y intégrer les observations de défaut les plus récentes.
3. **Contrôle de stabilité :** La stabilité des classes est vérifiée à l'aide d'un indice de stabilité. De même, des matrices de migration trimestrielle et annuelle sont calculées afin de détecter des migrations importantes de notation. Une analyse de type « roll rate analysis » permet en plus de comparer facilement les occurrences de downgrade et upgrade sous un angle statistique.
4. **Pour les contreparties du domaine « wholesale », pour lesquelles des notations externes sont disponibles,** une comparaison entre notation interne et externe est effectuée une fois par année, permettant de réaliser un test de plausibilité du modèle et de détecter d'éventuels « outliers » pour lesquels les notations internes et externes pourraient dévier fortement.

En complément au backtesting trimestriel, les paramètres des modèles de notation sont revus systématiquement par le service RIC. Il s'agit notamment des probabilités de défaut (« Probability of

Default ») annuelles pour tous les modèles, ainsi que des taux de perte en cas de défaut (« Loss Given Default ») pour le portefeuille de détail.

Finalement, les services RIC et ASR veillent à faire évoluer constamment les modèles de notation en place en intégrant de nouvelles variables prédictives et/ou en améliorant constamment la logique de calcul des notations internes. Toute modification de modèle nécessite toutefois une étude détaillée ainsi que l'aval préalable du service Audit Interne et du Comité de direction. En plus, aucune manipulation technique ne peut être effectuée sans le concours du service RIC qui dispose seul des droits informatiques d'administration nécessaires pour modifier les modèles.

5. Ratios de solvabilité

Au 31.12.2012, le ratio de solvabilité Mc Donough de la BCEE est de 25,3 % et le ratio de solvabilité Tier 1 est de 16,7 %.

Avec la prise en compte de l'exigence supplémentaire et transitoire de fonds propres au titre des niveaux planchers réglementaires de 87.340,3 milliers €, le ratio de solvabilité Mc Donough est de 23,1 %.

Ratio de solvabilité (en 1.000 €)	31.12.2011	31.12.2012
Fonds Propres réglementaires	2.371.960,2	2.798.510,3
dont Fonds Propres réglementaires Tier 1	1.481.872,6	1.845.397,7
dont Fonds Propres réglementaires Tier 2	890.087,6	953.112,5
Exigence de fonds propres totale	938.817,8	971.348,1
Exigence de fonds propres	825.144,7	884.007,8
Exigence <u>transitoire</u> additionnelle de fonds propres suite au floor réglementaire	113.673,1	87.340,3
Ratios de solvabilité		
Ratio de solvabilité Mc Donough	23,0%	25,3%
Ratio de solvabilité Tier 1	14,4%	16,7%
Ratio de solvabilité avec exigence supplémentaire de fonds propres au titre des niveaux planchers réglementaires	20,2%	23,1%

6. Les fonds propres réglementaires

Au 31.12.2012, les fonds propres réglementaires de la BCEE avant déductions s'élèvent à 3.003.119,5 milliers € et les déductions réglementaires sont de 204.609,2 milliers €. L'enveloppe de fonds propres réglementaires pour la couverture des exigences de fonds propres est donc de 2.798.510,3 milliers €.

6.1. Les fonds propres réglementaires avant déductions

Au 31.12.2012, les fonds propres réglementaires pour la couverture des exigences de fonds propres de la BCEE sont constitués à hauteur de 1.845.397,7 milliers € (soit 65,9%) par des fonds propres Tier 1 et pour 953.112,5 milliers € (soit 34,1 %) de fonds propres complémentaires.

La BCEE n'a pas émis de fonds propres de type « hybride ».

Les fonds propres réglementaires de la BCEE comprennent :

- ❑ les fonds propres Tier 1 :
 - le capital libéré de la BCEE
 - les réserves éligibles essentiellement constituées de bénéfices reportés et
 - les écarts de valorisation négatifs sur actifs financiers qui ont été intégralement déduits des fonds propres de base (pour la partie nette d'impôts différés) ¹
- ❑ les fonds propres Tier 2 :
 - la partie assimilée aux fonds propres des emprunts subordonnés ² (Lower Tier2)
 - les écarts de valorisation positifs sur actifs financiers qui ont été intégralement pris en compte comme fonds propres complémentaires (pour la partie nette d'impôts différés) ³
 - le montant positif des provisions (« IRB Provision excess ») dans le cadre de l'application de l'approche des notations internes pouvant être intégré dans les fonds propres Tier 2 dans leur limite prudentielle. L'excès correspond à la différence positive entre les provisions spécifiques et générales pour risque de crédit et les pertes anticipées réglementaires. L'excès est intégré jusqu'à hauteur de 0,6 % des actifs à risque pondérés de l'approche des notations internes dans les fonds propres Tier 2 de la banque et s'élève à 55.260,6 milliers € au 31.12.2012.

6.2. Les déductions des fonds propres réglementaires

Au 31.12.2012, les déductions de fonds propres sont composées à hauteur de 108.426,7 milliers € de déductions des fonds propres Tier 1 et pour 96.182,5 milliers € de déductions des fonds propres Tier 2.

A part les déductions pour actifs incorporels, les déductions réglementaires se font chaque fois pour 50 % des fonds propres Tier 1 et pour 50 % des fonds propres Tier 2.

Les déductions des fonds propres de la banque se font sur :

- des actifs incorporels (essentiellement licences informatiques) - au niveau des fonds propres Tier 1 exclusivement
- des participations dans des établissements financiers, des compagnies d'assurances et des entreprises de réassurance
- des déductions de positions de titrisation recevant une pondération risque de 1250% en vertu de l'approche de notation retenue par la BCEE (voir plus loin dans le document le point « Titrisation »)
- des montants de pertes anticipées pour l'évaluation des expositions sous forme d'actions de l'approche notations internes.

¹ § 25 et 26 sur la transition des fonds propres comptables vers les fonds propres prudentiels – Partie IV - Définition des fonds propres prudentiels de la circulaire CSSF 06/273

² § 18f) sur les conditions pour être assimilable aux fonds propres complémentaires – Partie IV – Définition des fonds propres prudentiels de la circulaire CSSF 06/273

³ § 25 et 26 sur la transition des fonds propres comptables vers les fonds propres prudentiels – Partie IV - Définition des fonds propres prudentiels de la circulaire CSSF 06/273

Calcul des Fonds propres éligibles pour le ratio de solvabilité (en 1.000 €)	31.12.2011	31.12.2012
Fonds Propres Tier 1 (a)	1.481.872,6	1.845.397,7
Fonds Propres Tier 1 avant déductions	1.574.252,2	1.953.824,5
Capital social	173.525,5	173.525,5
Réserves	1.751.253,8	1.857.408,9
Réserve de réévaluation	-350.527,0	-77.109,9
Déductions prudentielles des fonds propres Tier1	-92.379,6	-108.426,7
dont sur actifs incorporels	-12.492,2	-12.244,2
dont sur participations financières	-16.985,3	-18.077,0
dont sur participations assurances	-51.950,0	-59.032,1
dont sur titrisations	-9.228,7	-17.029,6
dont pertes anticipées réglementaires sur actions	-1.723,4	-2.043,8
Fonds Propres Tier 2 (b)	890.087,6	953.112,5
Fonds Propres Tier 2 avant déductions	969.974,9	1.049.295,0
Emprunts subordonnés éligibles	202.004,2	150.681,3
Réserve de réévaluation	716.787,2	843.353,1
Excès de provisions	51.183,5	55.260,6
Déductions prudentielles des fonds propres Tier2	-79.887,4	-96.182,5
dont sur participations financières	-16.985,3	-18.077,0
dont sur participations assurances	-51.950,0	-59.032,1
dont sur titrisations	-9.228,7	-17.029,6
dont pertes anticipées réglementaires sur actions	-1.723,4	-2.043,8
Fonds propres pour le calcul du ratio de solvabilité (a) + (b)	2.371.960,2	2.798.510,3
Excess (+) / Shortfall (-)	51.183,5	55.260,6
Provisions générales prises en compte	107.613,1	151.094,4
Provisions spécifiques prises en compte	170.777,6	84.258,8

La hausse importante des provisions générales en 2012 à 151.094,4 milliers € en 2012 s'explique par une dotation de la banque à la provision forfaitaire (lump sum provision) à hauteur de 45.000 milliers €. Cette provision à caractère prudentiel traduit la politique de provisionnement anticyclique traditionnellement suivie par la BCEE pour se prémunir contre d'éventuelles pertes financières significatives induites par des turbulences sur les marchés financiers.

La baisse importante des provisions spécifiques en 2012 à 84.258,8 milliers € résulte de l'amortissement de la provision qui était constituée sur les positions détenues sur le souverain grec à la fin de l'exercice 2011. L'excès de provisions par rapport aux pertes attendues réglementaires qui a été intégré dans les fonds propres Tier 2 est limité à 0,6 % des actifs à risques pondérées et s'élève à 55.260,6 milliers € au 31.12.2012.

7. Les exigences de fonds propres réglementaires

Le tableau suivant donne les exigences de fonds propres de la BCEE pour les risques de crédit, les risques de marché ainsi que pour le risque opérationnel.

Les méthodologies retenues pour la détermination des exigences de fonds propres sont les suivantes :

Risque de crédit : approche des notations internes – méthode de base
Risque de marché : approche standard
Risque opérationnel : approche standard

En ce qui concerne les risques de crédit, les exigences de fonds propres sont réparties suivant les principales classes d'exposition telles que définies par la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée (partie VII points 110-117) :

- expositions sur les administrations centrales et banques centrales
- expositions sur les établissements financiers
- expositions sur les entreprises
- expositions sur la clientèle de détail
 - expositions sur la clientèle de détail garanties par une sûreté immobilière
 - expositions renouvelables éligibles sur la clientèle de détail
 - expositions détail autres
- expositions sous forme d'actions
- expositions dans le cadre d'une titrisation
- actifs autres que des obligations de crédit

Exigences en matière d'adéquation de fonds propres (en 1.000 €)	31.12.2011	31.12.2012
Risque de crédit	738.817,0	799.848,7
Administrations centrales et banques centrales	19.423,3	30.354,0
Etablissements financiers	109.383,5	138.530,6
Entreprises	339.223,0	339.725,0
Clientèle de détail	138.160,2	140.774,7
Actions	98.880,7	113.936,1
Titrisation	7.185,3	7.010,7
Actifs autres que des obligations de crédit	26.561,0	29.517,7
Risque de marché	28,5	1,8
Risque de règlement/livraison - banking book et trading book	0,09	0,00
Risques de position, risque de change, risque lié à la variation de prix des produits de base	28,5	1,8
Risque opérationnel	86.299,2	84.157,3
Total	825.144,6	884.007,8

8. Le risque de crédit de contrepartie

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2012, environ 98% des opérations sur instruments dérivés ont été réalisés dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA. La banque a par ailleurs mis en place un système visant à limiter l'exposition vis-à-vis d'une contrepartie, y compris en cas d'existence d'un contrat CSA.

La mise à disposition de garanties dans le cadre des opérations sur produits dérivés couvertes par CSA ne se fait en principe pas en fonction de la (des) notation(s) externe(s) de la contrepartie ou de la BCEE, mais en fonction de seuils fixes de variation de valeur.

La politique de gestion en matière de risque de contrepartie peut également être consultée au point 6 « Gestion des Risques financiers » de l'annexe aux comptes annuels audités de l'année 2012.

Les contrats de type GMRA (opérations de mise et prise en pension), qui sont effectués en majeure partie sous forme tripartite, prévoient que les contreparties ne peuvent pas donner en garantie des titres qui sont économiquement liés à la contrepartie.

8.1. Contrats sur taux d'intérêt et taux de change

Le tableau ci-après donne la valeur exposée au risque en vertu de contrats sur taux d'intérêt et de contrats sur taux de change.

La valeur exposée au risque est déterminée selon la méthode d'évaluation au prix de marché en fonction de l'échéance résiduelle⁴, comprenant le coût de remplacement actuel des contrats ainsi que l'exposition de crédit potentielle future.

Risque de crédit de contrepartie - Valeur exposée au risque / Echéance résiduelle et type de contrat (en 1.000 €) 31.12.2012	Contrats sur taux d'intérêt	Contrats sur taux de change et or
un an ou moins	10.716,5	105.918,3
plus d'un an à cinq ans	53.736,1	21.988,2
plus de cinq ans	60.945,9	22.227,9
Total	125.398,5	150.134,3

Le montant notionnel au 31.12.2012 des contrats sur taux d'intérêt est de 19.385.557,2 milliers €, celui des contrats sur taux de change est de 2.197.189,7 milliers €.

Le tableau suivant montre l'impact des techniques d'atténuation du risque de crédit sur les contrats de taux d'intérêts et de taux de change que la banque a mis en place.

⁴ Les pondérations de cette approche sont définies dans le § 371 de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

Risque de crédit et de contrepartie	(en 1.000 €) 31.12.2012
Juste valeur positive brute des contrats sur taux d'intérêts et taux de change	167.999,5
Valeur exposée au risque	379.068,4
Bénéfices de la compensation	103.535,6
Valeur exposée au risque après prise en compte des techniques d'atténuation du risque de crédit	275.532,8

Les techniques d'atténuation du risque de crédit permettent de réduire la valeur exposée au risque de 27,3 % par rapport à la situation initiale.

8.2. Contrats sur dérivés de crédit

La banque détient encore un stock résiduel de Credit Default Swaps (CDS).

Les CDS sont traités, conformément à la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée, comme des expositions du banking book avec un risque de crédit sur le sous-jacent conformément aux principes de l'approche des notations internes.

9. Le risque de crédit et de dilution

Les encours renseignés dans les tableaux suivants correspondent à la notion d'Encours en Cas de Défaut (Exposure at Default = EAD) qui correspond à l'encours en cas de défaut d'une contrepartie tel que défini par la circulaire 06/273 telle qu'amendée pour les différents types de produits bancaires.

9.1. Ventilation des encours par classe d'exposition

Le tableau suivant montre une ventilation des encours par classe d'exposition au 31.12.2012 et en moyenne annuelle basée sur les encours de chaque fin de trimestre.

Classe d'exposition	EAD (en 1.000 €) 31.12.2012	EAD moyen (en 1.000 €) Année 2012
Administrations centrales et banques centrales	8.156.005,9	8.606.091,9
Etablissements financiers	13.986.910,4	13.973.615,9
Entreprises	4.780.255,6	4.651.268,9
Clientèle de détail	11.790.969,4	11.552.916,8
Actions	960.949,1	901.788,3
Titrisation	391.136,2	431.333,8
Actifs autres que des obligations de crédit	436.746,3	440.794,8
Total	40.502.972,9	40.557.810,5

On constate que l'encours global de la banque au 31.12.2012 est pratiquement stable par rapport à la moyenne annuelle de 2012. En ce qui concerne l'évolution des différentes classes d'expositions, les encours sur « Administrations centrales et banques centrales » sont en diminution de 450,1 mio € (soit -5,2%) par rapport à leur moyenne annuelle tandis que les encours sur « Etablissements financiers », « Entreprises » et la « Clientèle de détail » sont en légère progression par rapport à leur moyennes annuelles. En ce qui concerne

la titrisation, ce portefeuille est en diminution de plus de 9 % par rapport à son encours annuel moyen.

9.2. Ventilation géographique des encours

Le tableau suivant reprend la répartition des classes d'exposition par zone géographique.

EAD par Classe d'exposition / Zone géographique (en 1.000 €) 31.12.2012	Europe	Amérique du Nord	Extrême Orient, Chine et Asie du Sud y compris Japon	Autres
Administrations centrales et banques centrales	7.478.149,7	24.401,5	0,0	653.454,7
Etablissements financiers	12.325.769,0	828.030,1	193.210,9	639.900,4
Entreprises	3.896.614,3	806.796,6	47.692,5	29.152,2
Clientèle de détail	11.772.329,3	2.846,3	3.008,3	12.785,5
Actions	952.995,9	3.768,5	0,0	4.184,8
Titrisation	348.290,9	33.949,8	0,0	8.895,6
Actifs autres que des obligations de crédit	436.679,7	66,6	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	37.210.828,8	1.699.859,3	243.911,7	1.348.373,1

L'exposition au risque de crédit se concentre sur les encours de la zone Europe qui présente 92% du total des EAD. Le portefeuille de crédit est volontairement axé sur cette zone affichant la meilleure visibilité pour la banque et permettant également de limiter le risque de change.

9.3. Ventilation par secteur économique

L'exposition de l'encours par rapport aux différents secteurs économiques se répartit comme suit :

Secteur économique	EAD (en 1.000 €) 31.12.2012
Banques et services financiers	21.016.722,2
Public et Para-public	7.406.196,3
Immobilier	3.461.232,0
Santé et activités sociales	1.375.219,5
Transports	1.134.111,0
Services aux entreprises	1.123.265,2
Consommation Ménages	1.021.539,8
Télécom	950.598,2
Tourisme et Loisirs	743.673,1
Organisations supranationales	635.990,7
Divers	455.277,1
Energie	406.927,1
Sidérurgie	344.803,7
Automobiles	234.483,6
Médias	192.933,2
Total	40.502.972,9

Le secteur « Banques et services financiers » représente avec 52 % du total l'encours le plus important, loin devant le secteur « Public et Parapublic » avec 18%. A travers les outils de mesure du risque de crédit mis en place dans le cadre de Bâle II, la banque suit au quotidien l'évolution du risque et limite les engagements du secteur « Banques et services financiers » sur des notations de haut niveau (en principe supérieures à A). Une large partie des encours bancaires est par ailleurs constituée d'engagements sécurisés.

9.4. Ventilation des encours par classe d'exposition et par secteur économique

Le tableau suivant présente les encours par classe d'exposition et par secteur économique.

EAD par Classe d'exposition et secteur d'activité (en 1.000 €) 31.12.2012	Administrations centrales et banques centrales	Etablissements financiers	Entreprises - hors Financements spécialisés	Entreprises - Financements spécialisés	Clientèle de détail	Actions	Titrisation	Actifs autres que des obligations de crédit
	8.156.005,9	13.986.910,4	3.663.392,2	1.116.863,3	11.790.969,4	960.949,1	391.136,2	436.746,3
Banques et services financiers	2.115.045,4	13.961.772,0	1.810.894,4	154.615,9	2.019.821,2	126.690,7	391.136,2	436.746,3
Consommation Ménages	0,0	25.138,5	278.061,4	3.897,6	714.442,4	0,0	0,0	0,0
Divers	0,0	0,0	6.158,0	999,1	448.120,1	0,0	0,0	0,0
Energie	20.687,2	0,0	268.203,0	31.847,7	86.189,2	0,0	0,0	0,0
Immobilier	655.672,1	0,0	508.545,0	838.468,9	1.444.490,8	14.055,2	0,0	0,0
Organisations supranationales	53.605,7	0,0	0,0	0,0	582.385,0	0,0	0,0	0,0
Para-public	5.111.338,7	0,0	16.014,1	0,0	2.278.528,6	314,9	0,0	0,0
Santé et activités sociales	130.499,3	0,0	33.940,5	0,0	1.210.779,7	0,0	0,0	0,0
Services aux entreprises	29,1	0,0	218.005,9	25.557,5	876.244,1	3.428,6	0,0	0,0
Sidérurgie	0,0	0,0	48.388,7	0,0	244.562,8	51.852,2	0,0	0,0
Tourisme et Loisirs	370,2	0,0	63.439,5	7.334,9	672.528,4	0,0	0,0	0,0
Transports	68.573,0	0,0	251.617,7	54.141,8	698.277,6	61.500,9	0,0	0,0
Automobiles	185,1	0,0	36.911,7	0,0	195.326,2	2.060,6	0,0	0,0
Médias	0,0	0,0	11.855,0	0,0	105.578,3	75.500,0	0,0	0,0
Télécom	0,0	0,0	111.357,3	0,0	213.695,0	625.545,9	0,0	0,0

On constate que la banque affiche les encours les plus importants sur les établissements financiers, la clientèle de détail et les administrations centrales et banques centrales. Pour les financements aux entreprises, une part importante est liée au secteur immobilier et aux services financiers. Les financements spécialisés sont pour la majorité des cas liés au secteur immobilier luxembourgeois. Dans le secteur de la clientèle de détail, on ne constate aucune concentration particulière.

9.5. Ventilation par classe d'exposition et exigibilité

Le tableau suivant fournit un échéancier des classes d'exposition au risque de crédit en fonction des durées résiduelles :

EAD par classe d'exposition et durée résiduelle (en 1.000 €) 31.12.2012	moins de 3 mois	entre 3 et 12 mois	entre 1 et 5 ans	plus de 5 ans	Total
Administrations centrales et banques centrales	1.813.262,2	334.691,3	2.761.935,5	3.246.116,9	8.156.005,9
Etablissements financiers	3.814.829,3	4.655.301,3	4.835.011,2	681.768,5	13.986.910,4
Entreprises	902.590,6	987.074,0	1.295.144,2	1.595.446,7	4.780.255,6
Clientèle de détail	338.014,6	231.489,6	1.720.827,3	9.500.637,8	11.790.969,4
Actions	960.949,1	0,0	0,0	0,0	960.949,1
Titrisation	0,0	0,0	108.954,1	282.182,2	391.136,2
Actifs autres que des obligations de crédit	30.280,0	5.808,9	26.942,0	373.715,4	436.746,3
Total	7.859.925,9	6.214.365,1	10.748.814,3	15.679.867,6	40.502.972,9

38,7 % des encours de la banque (soit 15.679.867,6 milliers €) ont une durée résiduelle de plus de 5 ans. L'explication de cette proportion importante des encours avec durée résiduelle supérieure à 5 ans se situe au niveau de la clientèle de détail où il s'agit essentiellement de prêts hypothécaires. En ce qui concerne les encours avec durée résiduelle inférieure à 12 mois (« time bands » moins de 3 mois et entre 3 mois et 12 mois), la proportion est élevée pour les établissements financiers et représente environ 75 % de l'ensemble de ces encours.

9.5.1. Administrations centrales et Banques centrales, Etablissements financiers et Entreprises

Le tableau suivant fournit des informations sur les expositions de la clientèle administrations centrales et banques centrales, établissements financiers et entreprises en fonction des différents échelons de crédit :

Classe d'exposition	Echelon de crédit	EAD (encours bilan et hors bilan converti par FCEC) (en 1.000 €)	Pondération moyenne des montants des actifs à risque pondéré en %	LGD moyens en %	Montant des crédits non utilisés (hors-bilan) avec les FCEC correspondants (en 1.000 €)	FCEC correspondants aux montants des crédits non utilisés (en 1.000 €)
31.12.2012						
Administrations centrales et banques centrales		8.156.005,9	4,7%	42,6%	1.079.858,5	74,5%
	High grade	6.282.897,9	0,2%	44,8%	1.078.833,7	74,5%
	Standard grade	1.658.168,8	13,1%	34,2%	0,0	0,0%
	Sub-standard grade	212.083,5	70,2%	45,0%	11,4	50,0%
	Impaired	2.855,6	0,0%	45,0%	1.013,4	74,7%
Etablissements financiers		13.986.910,4	12,4%	38,9%	105.493,1	82,9%
	High grade	10.784.762,3	10,2%	40,3%	97.583,8	85,6%
	Standard grade	3.110.573,4	19,4%	34,5%	6.983,7	50,0%
	Sub-standard grade	73.297,6	40,3%	19,1%	893,2	50,0%
	Impaired	15.068,0	0,0%	41,6%	32,4	50,0%
	Not rated	3.209,1	72,6%	45,0%	14,0	50,0%
Entreprises - hors Financements Spécialisés		3.663.392,2	92,1%	38,5%	990.235,7	64,9%
	High grade	330.120,1	29,1%	44,9%	104.280,4	74,5%
	Standard grade	2.194.567,1	60,5%	34,9%	535.949,2	64,6%
	Sub-standard grade	818.124,5	205,0%	43,3%	314.762,4	61,4%
	Impaired	43.238,8	0,0%	42,4%	1.061,6	67,1%
	Not rated	277.341,7	97,7%	44,7%	34.182,1	72,3%

On constate pour ces types de clientèle la concentration importante des encours aux échelons de crédit « high grade » respectivement « standard grade ». Pour les « Administrations centrales et banques centrales » et les « Etablissements financiers », l'essentiel de l'encours est concentré aux échelons « high grade », tandis que pour les « Entreprises-hors financements spécialisés », la partie la plus importante des encours se retrouve au « standard grade ».

Etant donné que la BCEE utilise l'approche des notations internes – méthode fondation, elle doit appliquer les LGD prudentiels pour les administrations centrales, les établissements financiers et les entreprises. Ces taux de LGD sont de 45 % pour les encours « senior » et de 75 % pour les encours subordonnés. L'utilisation des techniques de réduction des risques permet d'abaisser légèrement les taux de LGD prudentiels.

En ce qui concerne les encours de la banque sous la catégorie « Not rated » dans la classe d'exposition « Entreprises – hors Financements Spécialisés », il s'agit essentiellement d'encours sur des fonds d'investissement dont la banque ne produit pas de notation interne selon un modèle de rating interne.

9.5.2. Clientèle de détail

Le tableau suivant fournit des informations sur les expositions de la clientèle de détail en fonction des différents échelons de crédit :

Classe d'exposition	Echelon de crédit	Exposition totale (encours bilan et hors bilan converti par FCEC) (en 1.000 €)	Pondération moyenne des montants des actifs à risque pondéré en %	LGD moyens exprimés en % (moyenne pondérée) en %	Montant des crédits non utilisés (hors-bilan) (en 1.000 €)	FCEC moyens exprimés en % (moyenne pondérée) en %
31.12.2012						
Clientèle de Détail		11.790.969,4	14,9%	10,6%	1.335.056,2	88,3%
	High grade	5.953.851,2	7,5%	11,0%	1.019.879,2	87,7%
	Standard grade	4.996.712,1	21,0%	10,1%	287.123,6	90,4%
	Sub-standard grade	677.702,4	39,0%	10,0%	24.636,4	88,7%
	Impaired	162.703,6	0,6%	10,7%	3.417,1	91,0%

Comme pour les autres types de clientèle de la banque, on constate pour la clientèle de détail une très forte concentration aux échelons « high grade » et « standard garde » qui représentent plus de 92% des encours. A l'échelon de crédit « Impaired », l'encours renseigné correspond à l'ensemble des encours de la clientèle de

détail dans les classes de notation internes 18 et 19. L'échelon 18 représente les défauts où une correction de valeur spécifique est constituée et l'échelon 19 représente des défauts aggravés qui sont traités au service Contentieux de la banque.

En ce qui concerne les taux de LGD de la clientèle de détail, le régulateur impose l'utilisation d'un taux de LGD de 10 % pour l'immobilier résidentiel. Pour les autres produits, les taux de LGD ont été calculés sur base des observations historiques de la banque.

La répartition des encours de la clientèle de détail sur les différentes sous-classes d'expositions se présente comme suit :

Clientèle de détail par sous-classe d'exposition	EAD (en 1.000 €) 31.12.2012
Clientèle de Détail	11.790.969,4
expositions sur la clientèle de détail garanties par une sûreté immobilière	9.513.846,9
expositions retail autres	2.277.122,5

Les encours garantis par une sûreté immobilière représentent plus de 80 % des encours totaux de la clientèle de détail. Dans la très grande majorité des cas, il s'agit de prêts hypothécaires résidentiels.

9.5.3. Financements spécialisés

Les financements spécialisés sont des financements de projets d'une certaine envergure, la plupart du temps entrepris par des entités juridiques dédiées au projet et dont le cash-flow sert au remboursement des crédits contractés.

Les encours de type « Financements spécialisés » sont traités selon l'approche des critères d'affectation prudentielle (slotting criteria approach) avec les cinq échelons de notations et les pondérations correspondantes⁵.

Les critères pris en compte pour la détermination de l'échelon de notation sont ceux prévus par le régulateur, comme par exemple la base financière, la prévisibilité des flux de trésorerie, les caractéristiques de l'actif financé, les mécanismes de garanties, etc. La notation interne est ensuite obtenue en attribuant une pondération à ces différents critères d'évaluation.

Au 31.12.2012, l'EAD dans les financements spécialisés est de 1.116.863,3 milliers €.

9.5.4. Actions

Cette classe d'exposition comprend les investissements de la banque en actions et les participations de la banque dans des entreprises.

Les expositions en actions de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat qui ne sont pas détenues à des fins de transaction répondent à sa vocation statutaire qui consiste, outre la promotion de l'épargne, à contribuer par ses activités de financement au développement économique et social du pays dans tous les domaines. Ainsi, la BCEE continue à détenir, directement ou indirectement, des participations dans des secteurs clés de l'économie luxembourgeoise.

⁵ Les pondérations de cette approche sont définies dans le § 188 de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

D'un point de vue comptable, ces expositions en actions sont classées en titres disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans les capitaux propres via la réserve de réévaluation.

Ces actions sont traitées selon la méthode de pondération simple (market based approach) avec les pondérations correspondantes en fonction du type d'exposition, c.à.d. qu'il faut déterminer s'il s'agit d'une exposition sous forme d'action cotée, non cotée ou bien de private equity ⁶.

Pour la grande majorité des encours de type « actions », nous appliquons la disposition transitoire du « equity grandfathering⁷ » qui permet l'utilisation sous certaines conditions d'une pondération de 100% pour des encours de type actions. Cette disposition transitoire est applicable jusqu'au 31 décembre 2017.

Le tableau suivant donne des informations pour les expositions actions :

Classe d'exposition	Pondération Risque	EAD (en 1.000 €) 31.12.2012
Actions		960.762,4
Expositions "Grandfathering"	100%	788.005,3
Expositions sous forme d'actions cotées	290%	3.757,2
Expositions sous forme d'actions non cotées	370%	168.999,8
Expositions "impaired"	1250%	0,0

D'un point de vue réglementaire, certaines expositions sous forme d'actions doivent être déduites des fonds propres. Ces déductions correspondent aux participations dans des établissements financiers, des compagnies d'assurances, des entreprises de réassurance et des sociétés holding d'assurance.

Le montant déduit des fonds propres pour le calcul du ratio de solvabilité est de 154.218,2 milliers € au 31.12.2012.

Les plus- ou moins-values non réalisées sur les expositions en actions sont déterminées par différence entre la juste valeur de chaque exposition individuelle et sa valeur d'acquisition. Au 31.12.2012, le montant brut des plus-values non réalisées net d'impôts différés de la banque est de 843.353,1 milliers €. Ce montant est pris en compte dans la détermination de la réserve de réévaluation, conformément aux retraitements prudentiels tels que prévus à la partie IV – Définition des fonds Propres Prudentiels de la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée.

Pour les principes comptables servant à la détermination de la juste valeur des expositions renseignées au bilan de la banque, nous renvoyons au point 2 « Principes d'élaboration des comptes annuels » à l'annexe des comptes annuels audités 2012.

Les bénéfices réalisés en 2012 sur instruments de la classe d'exposition « actions » s'élèvent à 9.581,9 milliers €.

9.5.5. Titrisation

Depuis la crise financière, le régulateur insiste particulièrement sur le risque lié aux titrisations dont un établissement de crédit est sponsor ou initiateur.

La banque n'a pas encore participé en tant qu'initiateur à une telle opération et il n'est pas prévu qu'elle y participe à l'avenir. De ce fait, nous ne traitons pas ce volet.

⁶ Les pondérations de cette approche sont définies dans le § 204 de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

⁷ Le principe du « equity grandfathering » est défini dans le § 123 et suivants de la partie VII – Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

Le tableau suivant fournit l'encours en cas de défaut des tranches de titrisation dans lesquelles la banque est investisseur et qui ne sont pas « impaired ».

L'encours est réparti selon les pondérations de l'approche des notations externes (Rating Based Approach)⁸.

Cette approche permet de déduire les pondérations risque à partir des notations externes, la séniorité ainsi que la granularité de la tranche dans laquelle la banque a investi.

Titrisation	EAD 31.12.2012 (en 1.000 €)
Pondération à	425.195,4
7%	166.158,7
8%	41.513,6
10%	5.989,1
12%	37.531,7
20%	47.441,1
25%	25.979,1
35%	26.257,5
60%	17.201,7
100%	20.356,7
250%	2.707,2
1250%	34.059,2

Le portefeuille ABS est essentiellement constitué de RMBS européens de différentes juridictions. S'y ajoutent des CMBS et titrisations de prêts à la consommation européens. La partie du portefeuille investis en CDO/CLO se trouve en mode « *run off* ».

Le suivi des positions se fait sur base des rapports périodiques reçus des entités en charge de la gestion des véhicules. Ces rapports contiennent en principe les notations externes attribuées par l'un ou plusieurs des agences S&P, Moody's et Fitch.

La répartition entre les investissements dans des tranches de titrisation de type classique et de type synthétique est la suivante :

Titrisation	EAD 31.12.2012 (en 1.000 €)
	425.195,4
Titrisation classique	425.187,8
Titrisation synthétique	7,7

Les tranches déduites des fonds propres représentent un montant de 34.059,2 milliers €. Il s'agit des tranches pour lesquelles il y a une indication objective de dépréciation de l'actif et/ou celles qui disposent d'un échelon de notation de crédit CSSF au-delà de 11 conformément à la circulaire CSSF 06/273 telle qu'amendée.

Pour les principes comptables servant à la détermination de la juste valeur des instruments financiers renseignés dans le bilan de la banque, nous renvoyons au point 2 « Principes d'élaboration des comptes annuels » dans les comptes annuels audités 2012.

⁸ L'approche des notations externes est définie dans le § 72 à 77 de la partie X - Couverture du risque de crédit lié aux titrisations de la circulaire CSSF 06/273

9.6. Informations en rapport avec les dépréciations de l'exposition au risque de crédit

9.6.1. Politique de provisionnement

La banque distingue deux catégories de dépréciation, à savoir les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle ainsi que les dépréciations constatées sur base collective.

En ce qui concerne les corrections de valeur sur base individuelle, la banque réalise des dépréciations sur des expositions lorsqu'il y a une indication objective de dépréciation, c.à.d. un retard de paiement persistant, voire d'autres éléments permettant de conclure sur des problèmes financiers, conformément aux principes de la définition de défaut de la circulaire 06/273⁹.

D'un point de vue purement comptable, la BCEE constitue une correction de valeur spécifique après avoir constaté une détérioration significative de la qualité du débiteur depuis la constitution de l'engagement telle que définie par la norme IAS 39 § 58-70 qui précise les conditions sous lesquelles une correction de valeur spécifique devra être constituée.

Pour la clientèle de détail, les clients qui remplissent les conditions de défaut sont classés dans les classes de notation 18 ou 19, qui correspondent à l'échelon de crédit « Impaired ». Le principe de contagion est appliqué, ce qui signifie qu'un client en défaut sur un de ses contrats de crédit est considéré comme étant en défaut sur l'ensemble de ses engagements.

Le montant de la correction de valeur est ensuite déterminé sur base des pertes historiques constatées pour les différents types de produits de la clientèle de détail.

Pour les autres classes d'expositions, le montant de la correction de valeur est déterminé dossier par dossier en fonction de la valeur bilantaire de l'actif et de sa valeur recouvrable.

9.6.2. Corrections de valeur sur base collective

Les corrections de valeur sur base collective sont réalisées de manière forfaitaire pour couvrir des risques de perte potentielle. La méthodologie appliquée pour déterminer la correction de valeur sur base collective est basée sur le concept de la perte attendue et se définit comme le produit de l'exposition du défaut à la date de calcul de la provision (EaD) par la probabilité de défaut estimée sur base des données historiques (PD) et la perte en cas de défaut telle qu'elle est calculée pour Bâle II (LGD).

Au 31.12.2012, les corrections de valeur sur base collective (« Incurred But Not Reported » et provision forfaitaire) s'élèvent à 9.768,9 milliers €.

9.6.3. Corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition

Le tableau ci-après reprend les corrections de valeur spécifiques pour les différentes classes d'expositions. Au 31.12.2012, les corrections de valeur spécifiques s'élèvent à 138.514,6 milliers €.

Ce tableau fournit également la réconciliation avec les corrections de valeur aux comptes annuels IFRS de la banque.

⁹ Le défaut est défini dans les § 260 à 264 de la partie VII - Exigences minimales de fonds propres pour le risque de crédit hors portefeuille de négociation de la circulaire CSSF 06/273

Classe d'exposition	Stock de corrections de valeur (en 1.000 €) 31.12.2012
Titrisation et Actions	54.256,0
Titrisation	44.176,0
Actions	10.079,9
Autres Classes d'exposition	84.249,0
Administrations centrales et banques centrales	1.357,8
Etablissements financiers	13.487,7
Entreprises	31.698,3
Clientèle de détail	22.095,4
Financements Spécialisés	15.609,9
Ecart de réconciliation avec IFRS	9,6
Total	138.514,6

9.6.4. Variation des corrections de valeur spécifiques par classe d'exposition

Ce tableau fournit l'analyse du stock des corrections de valeur spécifiques au 31.12.2012 par rapport à la situation au 31.12.2011 avec les dotations, les reprises ainsi que les amortissements par le compte de résultat.

Classe d'exposition	Stock de corrections de valeur spécifiques (en 1.000 €) 31.12.2011	Dotations	Reprises	Amortissements	Stock de corrections de valeur spécifiques (en 1.000 €) 31.12.2012
Titrisation et Actions	50.649,7	17.486,3	-8.880,1	-5.000,0	54.256,0
Titrisation	39.625,0	17.486,3	-7.935,3	-5.000,0	44.176,0
Actions	11.024,7	0,0	-944,8	0,0	10.079,9
Autres Classes d'exposition	170.522,2	31.191,4	-15.934,4	-101.530,0	84.249,0
Administrations centrales et banques centrales	99.416,9	2,5	-29,1	-99.389,0	1,4
Etablissements financiers	18.346,3	801,2	-5.659,8	0,0	13.487,7
Entreprises	25.439,6	13.066,7	-4.326,6	-1.125,0	33.054,7
Clientèle de détail	16.740,5	11.527,2	-5.156,2	-1.016,1	22.095,4
Financements Spécialisés	10.578,9	5.793,7	-762,8	0,0	15.609,9
Ecart de réconciliation avec IFRS	8,5	1,1			9,6
Total	221.180,4	48.678,8	-24.814,5	-106.530,0	138.514,6

Le stock de corrections de valeur spécifiques est passé de 221.180,4 milliers € au 31.12.2011 à 138.514,6 milliers € au 31.12.2012, soit une baisse de 37,4% ou 82.665,8 milliers €.

Cette évolution du stock de corrections de valeurs s'explique par l'amortissement à hauteur de 99,389 milliers € de la créance détenue sur le souverain grec. En effet, toutes les positions détenues par la banque à la fin de l'exercice 2011 sont entrées dans le périmètre du programme de rééchelonnement d'une partie de la dette grecque détenue par le secteur privé. La banque n'a plus d'expositions sur le souverain grec.

9.6.5. Répartition des corrections de valeur spécifiques par secteur économique

Le tableau ci-dessous reprend les données relatives aux expositions dépréciées ou en retard de paiement ainsi que le montant des corrections de valeur individuelles par secteur économique (chaque fois hors titrisations et actions) :

Secteurs économiques (en 1.000 €) 31.12.2012	EAD des expositions dépréciées ou en retard de paiement	Montant total des corrections de valeur individuelles
Immobilier	56.608,7	13.178,4
Banques et services financiers	56.139,7	40.447,3
Tourisme et Loisirs	26.732,6	5.908,9
Transports	22.090,1	8.984,8
Para-public	21.816,1	2.732,2
Santé et activités sociales	20.717,6	2.728,6
Consommation Ménages	18.992,0	4.441,9
Services aux entreprises	16.934,3	4.889,0
Organisations supranationales	3.872,0	172,9
Télécom	3.397,0	249,2
Sidérurgie	2.541,4	157,6
Automobiles	1.984,6	171,4
Autres	1.818,8	68,3
Médias	1.234,0	40,6
Energie	589,6	77,9
Total	255.468,7	84.249,0

Le montant élevé des encours en défaut par rapport à celui des corrections de valeur est lié à l'utilisation du « principe de contagion » pour l'ensemble de la clientèle. On constate que le montant des corrections de valeur individuelles est le plus important pour le secteur « Banques et services financiers » avec 48% du montant total, suivi du secteur « Immobilier » avec 15,6% et du secteur « Transports » avec 10,7% du montant total des corrections de valeur individuelles.

9.6.6. Répartition des corrections de valeur spécifiques par zone géographique

Ci-dessous, nous avons regroupé les expositions dépréciées ou en retard de paiement hors titrisation et actions ainsi que le montant des corrections de valeur individuelles par zone géographique.

Zones géographiques	EAD des expositions dépréciées ou en retard de paiement (en 1.000 €) 31.12.2012	Montant total des corrections de valeur individuelles (en 1.000 €) 31.12.2012
Europe	255.376,0	84.235,5
Amérique du Nord	45,2	5,2
Extrême Orient, Chine et Asie du Sud y compris Japon	16,0	2,9
Autres	31,4	5,5
Total	255.468,7	84.249,0

On observe que les corrections de valeur individuelles sont presque exclusivement localisées en Europe.

9.7. Techniques d'atténuation du risque de crédit

La banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit, c.à.d. les garanties personnelles et les collatéraux ainsi que les techniques les plus usuelles pour la couverture du risque de crédit de contrepartie. Ces techniques permettent de se protéger partiellement ou intégralement contre le risque d'insolvabilité du débiteur.

Les sûretés réelles ou collatérales peuvent être des actifs physiques sous forme de biens immobiliers comme pour le cas des prêts hypothécaires ou bien être des titres ou des liquidités. Sur ces collatéraux sont ensuite appliqués des décotes en fonction de leur qualité et de leur liquidité.

Les garanties comprennent dans la majorité des cas des engagements de garants d'une qualité de crédit meilleure que celle du débiteur initial.

Lors de l'octroi du crédit, une évaluation de la capacité de remboursement du débiteur ainsi que de la valeur des garanties et des sûretés réelles est faite par la banque. En ce qui concerne les prêts hypothécaires, qui représentent la majorité des engagements de crédit envers la clientèle de détail, les fonds ne sont libérés qu'après l'inscription de l'hypothèque.

Le service ASR évalue la valeur des sûretés au moment de l'octroi d'un nouveau crédit. Surtout les valeurs des hypothèques fournies par le client sont soumises à un test de plausibilité et le cas échéant expertisés. Des financements retail couverts par des portefeuilles de valeurs mobilières sont analysés quant à la qualité des divers actifs et leur diversification. Pour certains types de prêts, comme les crédits lombards, une évaluation journalière est effectuée.

Pour les opérations de « repo / secured lending » avec des contreparties bancaires, des critères stricts de collatéraux éligibles ont été définis par la banque.

La banque effectue la majeure partie des opérations de type « repo/reverse repo » sous forme tripartite.

Dans ce contexte, c'est l'agent tripartite – un dépositaire – qui assume la responsabilité d'une collatéralisation adéquate des opérations, sur base d'une grille de critères préétablis.

Le service Risk Control, en tant qu'unité indépendante du service FIM (la salle des marchés) :

- assure l'évaluation récurrente des opérations de type « repo » bilatérales et des opérations sur produits dérivés couvertes par un contrat de type CSA
- effectue des contrôles récurrents et des contrôles adhoc par rapport à ce processus de collatéralisation effectué par le dépositaire dans le cadre d'opérations tripartites
- en cas de besoin effectue, respectivement répond à des appels de marges récurrents (repos, ...).

Signalons encore que le service Risk Control est également en charge du suivi de la gestion des appels de marges dans le cadre d'opérations OTC.

En ce qui concerne le risque de crédit de contrepartie, nous renvoyons le lecteur au point 8 du présent document.

L'impact des techniques d'atténuation du risque de crédit est représenté dans les tableaux qui suivent.

- Impact des collatéraux

Classe d'exposition (en 1.000 €) 31.12.2012	EAD	dont collatéralisé	dont non collatéralisé
	40.502.972,9	11.588.677,8	28.914.295,1
Administrations centrales et banques centrales	8.156.005,9	661.457,3	7.494.548,6
Etablissements financiers	13.986.910,4	205.809,4	13.781.101,0
Entreprises	4.780.255,6	608.778,8	4.171.476,7
Clientèle de détail	11.790.969,4	10.112.632,3	1.678.337,1
Actions	960.949,1		960.949,1
Titrisation	391.136,2		391.136,2
Actifs autres que des obligations de crédit	436.746,3		436.746,3

En ce qui concerne la clientèle de détail, il s'agit essentiellement d'inscriptions hypothécaires. Dans beaucoup de cas, ces engagements sont additionnellement garantis.

- Impact des garanties

Classe d'exposition (en 1.000 €) 31.12.2012	EAD	dont garanti	dont non garanti
	40.502.972,9	3.351.261,8	37.151.711,1
Administrations centrales et banques centrales	8.156.005,9	225.312,9	7.930.692,9
Etablissements financiers	13.986.910,4	18.770,6	13.968.139,9
Entreprises	4.780.255,6		4.780.255,6
Clientèle de détail	11.790.969,4	3.107.178,3	8.683.791,1
Actions	960.949,1		960.949,1
Titrisation	391.136,2		391.136,2
Actifs autres que des obligations de crédit	436.746,3		436.746,3

L'impact des garanties personnelles est particulièrement important pour la clientèle de détail avec plus de 26% de l'encours qui est garanti par des tiers. Notons encore que la banque dispose encore dans beaucoup de cas d'autres garanties sous forme de collatéraux qui s'ajoutent aux garanties personnelles.

10. Informations en rapport avec le risque de marché

L'exigence de fonds propres pour le risque de marché est déterminée conformément aux principes de l'approche « standard »¹⁰.

Pour de plus amples informations concernant la gestion des risques de marché, nous renvoyons le lecteur au point 6 « Gestion des risques financiers » de l'annexe aux comptes annuels audités.

Le tableau suivant renseigne l'exigence de fonds propres calculée pour les différents types de risques de marché :

Risque de Marché - Exigences de fonds propres	(en 1.000 €) 31.12.2012
Exigences de fonds propres pour risques de position, risque de change, risque lié à la variation de prix des produits de base	1,77
Exigences de fonds propres pour risques de position lié aux titres de créance négociés	1,77
Exigences de fonds propres pour risques de position lié aux titres de propriété	0,00
Exigences de fonds propres pour risque de change	0,00
Exigences de fonds propres pour risque de variation de prix des produits de base	0,00

11. Gestion du risque de taux d'intérêt

La banque dispose de systèmes permettant d'avoir une vue agrégée relative au risque de taux. Le risque de taux, qui ne dépasse pas 2 ans, est pris en charge par le service FIM (la salle des marchés) dans sa gestion quotidienne. Dans le cadre de cette gestion, le service FIM opère dans un dispositif de limites diverses (bpv, VaR) arrêtées par la Direction et contrôlées par le service Risk Control.

¹⁰ Circulaire 06/273 – Partie XI Couverture du risque de position lié aux activités du portefeuille de négociation.

Le risque de taux au-delà d'un horizon de 2 ans est du domaine d'analyse et de décision du Comité ALM, et implique directement la Direction de la banque. La banque dispose d'une entité spécialement chargée du suivi et du reporting de l'activité ALM.

Les positions en devises sont surveillées en permanence par les « traders » du « desk Forex » du service FIM. Les limites de position par devise sont très restrictives. Le service Risk Control réalise un stress-test mensuel relatif aux positions de change et informe la Direction des résultats de ce test.

12. Informations en rapport avec le risque de règlement/livraison

L'exigence de fonds propres pour risque de règlement/livraison correspond à la perte potentielle qui résulterait pour la banque suite au non-dénouement de transactions conclues avec des contreparties.

En vertu des dispositions de la circulaire 10/496, la banque calcule au 31.12.2012, les exigences de fonds propres pour risque de règlement/livraison associées aux activités bancaires hors portefeuille de négociation. Rappelons que les exigences des fonds propres pour risque de règlement/livraison des activités du portefeuille de négociation ont déjà été précédemment prises en compte.

De cette manière, l'ensemble des activités bancaires sont maintenant considérées en ce qui concerne le risque de règlement/livraison.

Comme il n'existait pas d'opérations non dénouées au 31.12.2012, ces exigences de fonds propres ont été de zéro.

13. Informations en rapport avec le risque opérationnel

L'exigence de fonds propres de la banque pour le risque opérationnel est déterminée conformément aux principes de l'approche « standard »¹¹.

L'application des facteurs de pondération forfaitaires de cette approche au résultat brut des différentes lignes métiers donne une charge pour risque opérationnel de 84.157,3 milliers € au 31.12.2012.

Pour de plus amples informations concernant la gestion des risques opérationnels, nous renvoyons le lecteur au « Rapport de gestion de la BCEE » qui fait partie des comptes annuels audités.

14. Risque de taux d'intérêt hors portefeuille de négociation

La banque a appliqué les dispositions de la circulaire CSSF 08/338 concernant la mise en œuvre d'un test d'endurance visant à évaluer le risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation. L'objectif du stress-test consiste à déterminer l'impact sur les fonds propres de la banque d'une hausse ou d'une baisse de 200 points de base au niveau de la courbe des taux sur la valeur des positions hors portefeuille de négociation. La banque réalise ce test d'endurance sur une base hebdomadaire et communique les résultats sur base semestrielle à l'autorité de surveillance. En date du 31 décembre 2012, ce stress-test, dans le cas de figure d'une hausse des taux d'intérêts, a donné comme résultat une variation globale négative de la valeur actualisée nette de la banque de l'ordre de 215 millions EUR. Ce résultat est attribuable, à 2 millions EUR près, à des positions libellées en EUR.

Les modalités de calcul et de renseignement à la CSSF ont été respectées par la banque. La banque respecte les limites du stress test telles que fixées par la circulaire CSSF 08/338.

¹¹ Circulaire 06/273 – Partie XV. Exigences minimales de fonds propres pour le risque opérationnel